

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. LEGOYT

## **Mouvement de la population en France (mariages, naissances et décès) de 1861 à 1865**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 12-13 (1871-1872), p. 113-124

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1871-1872\\_\\_12-13\\_\\_113\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__113_0)

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



### I.

#### *Mouvement de la population en France (mariages, naissances et décès) de 1861 à 1865.*

On constate de deux manières la marche d'une population : 1° par les dénombrements, périodiques ou non; 2° par les relevés annuels de l'état civil.

Le dénombrement fait connaître son accroissement ou sa diminution d'une période à l'autre; le dépouillement de l'état civil, la part, dans cet accroissement ou cette diminution, de l'excédant réciproque des naissances ou des décès. Enfin, les deux documents combinés indiquent le rôle de l'émigration et de l'immigration dans les mouvements signalés par les recensements.

Nous ne parlerons ici que du relevé de l'état civil, dont le ministre du commerce (tome XVIII des publications de la statistique de France) a publié, il y a deux années, les résultats pour les cinq années 1861-1865.

1° *Accroissement de la population par l'accroissement des naissances sur les décès.* — Dans cette période quinquennale, la moyenne annuelle des naissances a été de 1,004,934; celle des décès, de 861,742; l'excédant moyen des naissances, de 143,192. L'accroissement ainsi mesuré a été de 0.38 pour 100 habitants. Il avait été, dans les trois périodes antérieures, de 0.29, 0.20 et 0.28 p. 100.

Suivant la densité des populations, l'accroissement se modifie comme il suit :

Département de la Seine.	Villes (autres que Paris).	Campagnes.	France entière.
0.46	0.20	0.43	0.38

On voit que le progrès est plus rapide dans les campagnes que dans les villes, sauf, toutefois, en ce qui concerne le département de la Seine. Depuis 1855, en effet, et malgré deux épidémies cholériques, ce département accuse un excédant de naissances plus élevé même que celui des populations rurales. La composition de sa population, formée en majorité d'adultes (dont on sait que la mortalité est beaucoup moins élevée que celle des enfants et des vieillards), explique en partie ce résultat, auquel ont également contribué les améliorations hygiéniques résultant des grands travaux d'utilité publique que l'on connaît.

L'accroissement constaté par les dénombrements de 1861 et 1866 étant de 0.36 pour 100 habitants, c'est-à-dire très-peu différent de celui qui résulte de l'excédant des naissances sur les décès, il est permis d'en conclure que les émigrations et les immigrations se sont à peu près balancées.

L'émigration au dehors, telle qu'elle est officiellement constatée par des agents

spéciaux, n'a pas dépassé, pour la période qui nous occupe, la moyenne annuelle de 6,688, dont 4,928 pour l'étranger et 1,760 pour l'Algérie; ce n'est pas 2 émigrants pour 10,000 habitants. Ajoutons que le mouvement est plutôt en voie de diminution que d'accroissement.

Les départements qui ont fourni, dans cette période, le plus grand nombre d'émigrants, sans distinction de destination, sont : Basses-Pyrénées, 1,381; Seine, 604; Haut-Rhin, 396; Bouches-du-Rhône, 389; Gironde, 383; Hautes-Pyrénées, 324; Haute-Garonne, 274; Bas-Rhin, 235. Viennent ensuite : Haute-Saône, Savoie, Moselle, Cantal, Seine-Inférieure, Meurthe, etc., etc. Aucun émigrant n'a quitté le Finistère et la Manche.

Il existe un rapport très-rapproché et fort curieux entre le progrès de la population et le mouvement des constructions. Ainsi, de 1861 à 1865, on a compté, pour la France entière, un excédant de 145,023 constructions sur les démolitions (242,671 et 97,648). En rapportant cet excédant au nombre moyen des maisons existantes, on trouve qu'elles se sont accrues annuellement de 0.37 p. 100. Mais comme chaque maison peut contenir plusieurs ménages, on est amené à conclure que les habitations nouvelles construites de 1861 à 1865 dépassent les besoins résultant de l'accroissement de la population. Le nombre d'habitants par maison tend donc à décroître au grand bénéfice de l'hygiène publique.

2<sup>o</sup> *Mariages*. — Leur nombre moyen a été de 301,783, dont 18,677 dans le département de la Seine; 70,671 dans les villes (autres que Paris) et 212,435 dans les campagnes. Le nombre moyen d'habitants pour 1 mariage a été de 125. On constate, de 1861 à 1865, une diminution continue, mais peu sensible, des mariages; toutefois, leur rapport à la population, quoique moins élevé que dans la période quinquennale précédente, est encore supérieur à celui que l'on constate de 1800 à 1865. Si le rapport des mariages à la population est à peu près stationnaire, leur durée moyenne tend à s'accroître. De 23 ans 2 mois en 1831, elle s'est élevée à 24 ans 6 mois en 1861, et à près de 25 ans en 1866.

Cette prolongation de la durée des mariages a pour effet d'augmenter le nombre des couples mariés. C'est ce qu'indiquent les chiffres ci-après, qui font connaître, à la date de divers recensements, le rapport p. 100 des mariés à l'ensemble des habitants :

1806.	1821.	1831.	1841.	1851.	1861.	1866.
35.93	36.99	37.17	37.84	38.94	39.99	40.50

C'est, en 60 ans, une augmentation de 4 1/2 p. 100.

En rapportant les mariages annuels d'un pays à sa population totale, on ne se rend compte que très-imparfaitement de son *aptitude au mariage*, cette population comprenant les enfants et les mariés; on conjure cette chance d'erreur, en rapportant les mariages, non plus au total des habitants, mais aux adultes non mariés des deux sexes. On trouve ainsi qu'en France il se marie annuellement 5.32 adultes sur 100.

Il existe un rapport assez étroit entre la durée moyenne des mariages et celle de la vie. En effet, si l'on recherche, pour les dix départements où la durée des mariages est à son maximum, celle de la vie moyenne, on trouve le chiffre de 48 ans; elle n'est que de 32 ans 5 mois dans les dix départements de la moindre durée des mariages.

L'étude des mariages, considérés au point de vue de l'état civil des conjoints, offre un vif intérêt. Sur 100 mariages contractés de 1861 à 1865, 84.77 l'ont été entre garçons et filles; 3.43 entre garçons et veuves; 8.48 entre veufs et filles; 3.32 entre veufs et veuves.

Ces rapports varient selon la densité de la population. En effet, les mariages en premières noces sont d'autant plus nombreux qu'elle est moins agglomérée. Les autres mariages équivalent en moyenne à 15 p. 100 du total. La proportion est de 18 pour le département de la Seine, de 17 pour la population urbaine (Paris non compris), et de 14 seulement dans les campagnes.

Tandis qu'à 100 mariages de garçons correspondent 13.4 mariages de veufs, à 100 mariages de filles ne correspondent que 7.2 mariages de veuves. Celles-ci ont donc deux fois moins de chances de se remarier que les veufs. C'est ce qui contribue à expliquer la prédominance numérique des veuves sur les veufs que l'on constate à chaque dénombrement.

Si l'on rapporte le nombre des mariages de garçons et de veufs, de filles et de veuves à la population adulte également répartie par état civil, on trouve que, sur un nombre moyen (déduit des recensements de 1861 et 1866) de 11,350,404 *mariables*, il s'en marie 603,566 par année moyenne, soit 5.22 pour 100 individus. On peut appeler ce rapport *la chance de se marier*, ou plus brièvement *la chance au mariage*. Or, cette chance varie comme il suit, selon le sexe et l'état civil :

Garçons.	Veufs.	Filles.	Veuves.
6.47	3.75	6.30	1.12

Elle est donc, pour l'homme, de 5.93; pour la femme, de 4.80; pour les adultes non mariés des deux sexes, de 5.32. Ainsi, l'homme a plus de chances que la femme de se marier dans la proportion de 5.96 à 4.80 p. 100, différence qui s'explique surtout par la grande inégalité des chances entre les veufs et les veuves.

Ces différences se comprennent facilement lorsqu'on se rend compte de la composition de la population par état civil. On voit, en effet, qu'il s'y trouve plus de femmes *adultes*, célibataires ou veuves, que d'hommes des mêmes catégories, l'âge adulte, ou, plus exactement, l'âge légal du mariage commençant, pour la femme, à 15 ans, pour l'homme, à 18, et le sexe féminin comptant d'ailleurs beaucoup plus de vieillards.

En ce qui concerne les célibataires, il ne faut pas oublier que le mariage est directement ou indirectement interdit à un grand nombre d'entre eux. Ainsi, l'armée presque en totalité, le clergé régulier et séculier tout entier se trouvent dans ce cas. Si l'on éliminait du calcul les 500,000 personnes environ auxquelles leur position enlève ainsi, momentanément ou pour toujours, la perspective du mariage, la chance annuelle des garçons s'élèverait à 7.25 environ, et celle des filles à 6.45.

La chance de se marier varie selon l'état civil des *mariables*. Ainsi, pour le sexe masculin, la chance des garçons d'épouser des filles est de 6.22 et d'épouser des veuves, de 0.25; celle des veufs d'épouser des filles, de 2.69; d'épouser des veuves, de 1.06. — Pour le sexe féminin, la chance des filles d'épouser des garçons, de 5.73; d'épouser des veufs, de 0.57; la chance des veuves d'épouser des garçons, de 0.57; d'épouser des veufs, de 0.55.

On peut conclure de ces données que les hommes, célibataires ou veufs, épou-

sent plus de filles que les femmes n'épousent de garçons; d'où il résulte nécessairement que les femmes épousent plus de veufs que les hommes n'épousent de veuves. C'est par suite de ces diverses combinaisons que la chance de se marier, à peu près égale pour les garçons et les filles, est environ trois fois plus grande pour les veufs que pour les veuves.

Si la chance de se marier varie, pour les deux sexes, selon l'état civil respectif des époux, elle se modifie bien plus sensiblement encore selon leur âge. Le tableau qui met ces modifications en lumière ne pouvant être reproduit ici, nous nous bornons à le résumer. Il fait connaître que c'est à 25 ans environ que les filles, et à près de 29 ans que les garçons atteignent le maximum de leurs chances. — Au-dessous de 20 ans, les garçons en ont environ trois fois moins que les filles, et deux fois moins de 20 à 25 ans. De 25 à 30, les chances des deux sexes s'égalisent; mais, au-dessus de 30 ans, ce sont toujours les garçons qui se marient dans la plus forte proportion, et cette proportion va croissant assez rapidement avec l'âge.

Le maximum des chances au mariage arrive beaucoup plus tôt pour les veufs et les veuves que pour les célibataires, puisqu'il se produit entre 21 et 22 ans. La proportion des veufs qui se remarient est toujours supérieure à celle des veuves, et cette supériorité croît avec l'âge.

L'âge moyen des époux au moment du mariage ne varie que très-peu. En voici l'expression numérique de 1853 à 1865, sans distinction de sexe et d'état civil:

Périodes.	Age de l'homme.		Age de la femme.		Différence.	
	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.
	—	—	—	—	—	—
1853-1855. . . . .	30	3	26	3	4	3
1856-1860. . . . .	30	6	26	1	4	5
1861-1865. . . . .	30	3	25	10	4	5

L'âge moyen varie selon le degré d'agglomération des populations, comme l'indique le tableau ci-après calculé pour la période de 1861-1865:

Périodes.	Age de l'homme.		Age de la femme.		Différence.	
	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.
	—	—	—	—	—	—
Seine. . . . .	31	11	26	10	5	1
Villes (moins Paris). . . . .	30	8	26	3	4	5
Campagnes. . . . .	29	11	25	8	4	3
France entière. . . . .	30	3	25	10	4	5

Un certain intérêt s'attache à la connaissance du nombre des *mariages consanguins* (entre tantes et neveux, oncles et nièces, beaux-frères et belles-sœurs, cousins germains et issus de germains), beaucoup de physiologistes leur attribuant les conséquences les plus fâcheuses au point de la viabilité des enfants qui en naissent. Ces mariages sont-ils, en France, en voie d'accroissement ou de diminution? En fait, on en a enregistré 3,951 en 1861, 4,025 en 1862, 4,537 en 1863, 5,000 en 1864 et 4,767 en 1867. L'augmentation très-sensible constatée à partir de 1864 s'explique par une circulaire administrative de 1863 qui a prescrit de relever non-seulement les mariages entre cousins germains, mais encore entre cousins issus de germains.

Il y a 1.48 mariage consanguin sur 100 mariages ou environ 3 sur 200.

Disons, en passant, que les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs et même

entre neveux et tantes par alliance, ne nous paraissent pas rentrer dans la catégorie des consanguins, bien qu'on les y comprenne habituellement.

On sait qu'une loi de 1850 a prescrit d'inscrire dans l'acte de mariage la réponse des époux à la question de savoir s'ils ont fait ou non un contrat. Il résulte des documents recueillis sur ce point que les mariages sans contrat sont de beaucoup les plus nombreux, puisque leur nombre oscille de 59 à 61 p. 100. Cette proportion varie, d'ailleurs, suivant le degré d'agglomération; elle atteint son maximum (80 p. 100) dans le département de la Seine, pour descendre à 61 dans les villes (moins Paris), et à 56 dans les campagnes.

Les mariages précédés d'actes respectueux sont en petit nombre: de 1,400 à 1,500, soit 1 pour 200 mariages.

Les oppositions sont plus rares encore; elles atteignent rarement 250.

Quel est le degré d'instruction élémentaire des époux? On ne possède de renseignements à ce sujet que depuis 1855. Le rapport pour 100 mariés des époux complètement illettrés, c'est-à-dire ne sachant ni lire ni écrire, a diminué comme il suit de 1855 à 1865.

1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.	1861.	1862.	1863.	1864.	1865.
39.92	39.08	38.68	38.45	38.38	37.56	36.72	35.90	35.22	34.66	34.17

Ainsi, en onze années, le rapport est descendu de 40 environ à 34 p. 100.

En 1866, il était de 27.28 pour les hommes, et de 41.05 pour les femmes. On voit que l'écart est très-sensible entre les deux sexes.

Il varie selon la densité des populations, comme l'indique le tableau ci-après, calculé pour 1865 :

Seine.	Villes.	Campagnes.	France.
7.42	29.45	38.19	34.17

De 1856 à 1865 (10 ans), le progrès a été de 2.75 dans la Seine, de 5.17 dans les villes, de 5.02 dans les campagnes; pour la France entière, de 4.91. Il est d'autant plus marqué que les populations étaient plus illettrées.

3° *Naissances.* — Leur nombre moyen annuel a varié, depuis 1810, comme il suit :

Périodes.	Moyenne annuelle.	Naissances pour 100 habitants.	Périodes.	Moyenne annuelle.	Naissances pour 100 habitants.
1810-1815 . . . . .	925,310	3.19	1846-1850 . . . . .	949,594	2.67
1820-1830 . . . . .	967,161	3.10	1851-1855 . . . . .	939,799	2.61
1831-1835 . . . . .	974,955	2.96	1856-1860 . . . . .	967,387	2.65
1836-1840 . . . . .	959,433	2.84	1861-1865 . . . . .	1,004,934	2.66
1841-1845 . . . . .	976,030	2.81			

La fécondité de la population n'a cessé de diminuer jusque vers les années 1851-1855. Un mouvement contraire se produit, quoique très-peu accentué, dans les deux périodes suivantes :

Mais ce qu'il importe de connaître, c'est moins la fécondité *générale* que celle des femmes adultes (de 15 à 45 ans). Or, en voici l'expression numérique de 1861 à 1865.

*Naissances pour 100 femmes nubiles.*

1861.	1862.	1863.	1864.	1865.	Moyenne.
11.73	11.59	11.78	11.68	11.66	11.68

Ce coefficient se modifie sensiblement, selon que l'on rapporte les naissances légitimes aux femmes mariées, et les naissances naturelles aux femmes qui ne le sont pas.

	Naissances légitimes pour 100 femmes mariées.	Naissances naturelles pour 100 femmes célibataires.
1861 . . . . .	20.88	1.86
1862 . . . . .	20.63	1.75
1863 . . . . .	20.87	1.86
1864 . . . . .	20.64	1.85
1865 . . . . .	20.52	1.88
<b>Moyennes . . . .</b>	<b>20.66</b>	<b>1.85</b>

En moyenne, il naît donc, en nombres ronds, 21 enfants pour 100 femmes mariées, et un peu moins de 2 pour 100 femmes non mariées. Ainsi, pour un même nombre de femmes, de 15 à 45 ans, il naît environ onze fois plus d'enfants légitimes que d'enfants naturels.

Dans le département de la Seine, ces rapports sont respectivement de 14.92 et 6.32, de sorte que le nombre des enfants légitimes n'y est qu'un peu plus de deux fois plus élevé que l'autre.

Les deux fécondités (légitime et naturelle) ont varié comme il suit à dix années d'intervalle :

	Fécondité		
	légitime.	naturelle.	générale.
1851-1856. . . . .	20.75	1.65	11.25
1861-1866. . . . .	20.66	1.85	11.68

D'où cette conséquence que l'accroissement de la fécondité générale, mentionnée plus haut, ne doit être attribué qu'à celui de la fécondité illégitime.

Ce résultat est confirmé par le fait de la diminution du nombre des enfants légitimes par mariage, que met en lumière le tableau ci-après :

Périodes.	Enfants par mariage.	Périodes.	Enfants par mariage.
1800-1815. . . . .	3.93	1846-1850. . . . .	3.18
1816-1830. . . . .	3.73	1851-1855. . . . .	3.10
1831-1835. . . . .	3.48	1856-1860. . . . .	3.03
1836-1840. . . . .	3.25	1861-1865. . . . .	3.08
1841-1845. . . . .	3.21		

Dans la dernière période, on trouve : pour le département de la Seine, 2.41 ; pour les villes, 3.23 ; pour les campagnes, 3.08.

Le rapport des naissances naturelles au total des naissances, ramené à 100, tend à s'élever dans ces dernières années :

1831-1835.	1836-1840.	1841-1845.	1846-1850.	1851-1856.	1856-1860.	1861-1865.
7.36	7.42	7.15	7.16	7.28	7.51	7.56

Voici, pour les deux dernières périodes, le même rapport d'après la densité des populations :

	1851-1856.	1861-1866.
Seine. . . . .	26.92	26.32
Villes. . . . .	12.31	11.49
Campagnes. . . . .	4.03	4.39
<b>France . . . . .</b>	<b>7.28</b>	<b>7.56</b>

Sur les enfants qui viennent au monde, un certain nombre est décédé avant ou décédé pendant et peu après l'accouchement. On leur a donné le nom de *mort-nés*.

On a compté, dans les quatre dernières périodes quinquennales, le nombre ci-après de mort-nés pour 100 conceptions :

		1846-1850.	1851-1855.	1856-1860.	1861-1865.
Mort-nés	légitimes. . . . .	3.18	3.67	4.04	4.08
	naturels . . . . .	6.60	6.92	7.36	7.64
	<b>Total . . . . .</b>	<b>3.42</b>	<b>3.91</b>	<b>4.30</b>	<b>4.36</b>

L'accroissement, comme on voit, paraît avoir été continu; mais il est permis de l'attribuer en grande partie aux efforts de l'administration pour obtenir un enregistrement de plus en plus exact de cette catégorie de décès. Il a, d'ailleurs, porté à peu près également sur les mort-nés légitimes et naturels.

Le nombre des mort-nés se modifie selon l'agglomération :

	Mort-nés pour 100 conceptions		
	légitimes.	naturelles.	totales.
Seine. . . . .	6.28	8.41	6.85
Villes. . . . .	4.77	8.15	5.17
Campagnes. . . . .	3.68	6.72	3.82
<b>France . . . . .</b>	<b>4.08</b>	<b>7.64</b>	<b>4.36</b>

Le rapport sexuel dans les naissances, c'est-à-dire le nombre de garçons qui viennent au monde pour 100 filles, s'est assez notablement modifié depuis le commencement de ce siècle, comme l'indique le tableau ci-après :

1800-1815.	1820-1825.	1831-1835.	1836-1840.	1841-1845.	1846-1850.	1851-1855.	1856-1860.	1861-1865.
106.26	106.28	106.54	106.01	105.87	105.30	105.38	105.13	105.13

On remarque que la prédominance des garçons est bien plus forte dans les naissances légitimes que dans les naissances naturelles. De 1861 à 1865, on a compté 105.29 garçons pour 100 filles dans les premières, et 103.20 seulement dans les secondes.

Les mort-nés légitimes comptent un bien plus grand nombre de garçons que les mort-nés naturels (155 pour 100 filles au lieu de 125 seulement). La différence, de 5 p. 100 dans la Seine, s'élève à 19 dans les villes et à 31 dans les campagnes.

Les naissances multiples sont, au total des naissances, dans le rapport d'un peu plus de 1 p. 100 (1.03). Le plus grand nombre de ces naissances voient naître à la fois des garçons et des filles, le plus petit nombre soit des garçons, soit des filles seulement.

La proportion des mort-nés varie selon le nombre des jumeaux. Ainsi, lorsque l'accouchement est simple, on compte 4.12 mort-nés pour 100 conceptions, 15.12 quand il est double, 30.81 quand il est triple.

La prédominance masculine diffère également dans le même cas : 106.67 garçons pour 100 filles quand il ne naît qu'un enfant; 104.68, quand il en naît deux; et 106.36, quand il en naît trois à la fois.

4° *Décès.* — La moyenne annuelle des décès, de 1861 à 1865, a été de 861,742, dont 52,388 dans la Seine (2.55 décès pour 100 habitants); 239,231 dans les villes (2.61 p. 100); et 570,123 dans les campagnes (2.15 p. 100).

La mortalité a augmenté de 1862 à 1865. Voici les nombres absolus :

1861.	1862.	1863.	1864.	1865.
866,597	812,978	846,917	860,330	921,887



Des deux plus fortes mortalités, celles de 1861 et 1865, l'une a eu pour cause la cherté céréale et une épidémie qui a sévi surtout sur l'enfance; l'autre, une nouvelle invasion du choléra.

Le nombre des décès pour 100 habitants tend à diminuer malgré quelques oscillations en sens contraire :

1831-1835.	1836-1840.	1841-1845.	1846-1850.	1851-1855.	1856-1860.	1861-1865.
2.50	2.36	2.26	2.39	2.41	2.39	2.28

La mortalité du sexe masculin est toujours plus élevée que celle de l'autre sexe. Ainsi, de 1861 à 1865, on a compté en moyenne 2.31 décès masculins et 2.26 féminins.

Le rapport des décès à la population est en raison directe de l'agglomération, sauf, toutefois, en ce qui concerne le département de la Seine, au moins depuis 1855. On trouve, en effet, pour la période la plus récente, les faits ci-après :

	Sexe		Les deux sexes.
	masculin.	féminin.	
Seine. . . . .	2.56	2.55	2.55
Villes. . . . .	2.66	2.55	2.61
Campagnes. . . . .	2.17	2.14	2.15

En dehors de l'excédant des immigrations sur les émigrations, les populations ne s'accroissent que par celui des naissances sur les décès. Le tableau ci-après fait connaître cet excédant, dans les cinq dernières périodes quinquennales, sous la forme du nombre des décès pour 100 naissances.

1841-1845.	1846-1850.	1851-1855.	1856-1860.	1861-1865.
80.53	89.34	92.28	89.54	85.75

On voit que l'excédant des naissances, très-élevé de 1841 à 1845, s'abaisse assez sensiblement dans les deux périodes suivantes, caractérisées par une révolution, des chertés et deux épidémies cholériques, pour se relever dans les deux dernières.

L'agglomération exerce ici son influence habituelle. De 1861 à 1865, on a constaté : dans la Seine, 84,72 décès pour 100 naissances; dans les villes, 92,73; dans les campagnes, 83,22. Ainsi, les populations rurales tendent à s'accroître, sous la forme de l'excédant des naissances sur les décès, plus rapidement que les villes. Mais, en fait, par suite de l'émigration rurale, c'est le fait contraire qui se produit.

Quelle est l'influence de l'état civil combiné avec l'âge, et notamment du mariage, sur la mortalité? Voici ce qu'enseignent, sur ce point, les relevés de l'état civil.

Si l'on compare, âge par âge, les mariés aux célibataires, on voit que la mortalité des mariés n'est supérieure à celle des célibataires qu'au-dessous de 20 ans; c'est probablement la conséquence des mariages prématurés. Mais, à partir de cet âge, la mortalité des hommes mariés est toujours inférieure à celle des célibataires.

En ce qui concerne le sexe féminin, le mariage paraît accroître sa mortalité jusqu'à 25 ans; à partir de cet âge, la mortalité des mariées est également inférieure à celle des célibataires.

La mortalité des veufs, très-forte au-dessous de 20 ans, décroît de 20 à 40 ans, pour s'élever de nouveau et très-sensiblement à partir de ce dernier âge.

Jusqu'à 60 ans pour les hommes et jusqu'à 50 ans pour les femmes, la mortalité

des veufs est supérieure, non-seulement à celle des mariés, mais même à celle des célibataires. C'est le fait contraire qui se produit ensuite.

En résumé, le mariage ne paraît abrégér la vie que pour les époux qui le contractent prématurément.

Si la mortalité paraît différer selon le sexe et l'état civil, c'est l'âge qui exerce sur sa marche l'influence la plus caractérisée. En rapportant les décès par âge à la population par âge (déduite des recensements de 1861 et 1866), on trouve qu'elle est de 22 p. 100, c'est-à-dire de plus d'un cinquième, dans la première année de la vie. Elle s'abaisse à 3  $\frac{1}{2}$  p. 100 de 1 à 5 ans, pour décroître encore jusqu'à 10 et 15 ans, âges entre lesquels elle descend à  $\frac{1}{2}$  p. 100. Elle se relève ensuite, quoique lentement, jusqu'à 25 ans, pour éprouver un temps d'arrêt jusqu'à 40 ans environ. Mais à partir de cet âge, elle croît sans cesse, d'abord peu sensiblement jusqu'à 55 ans, âge auquel elle dépasse 2 p. 100, puis, très-rapidement jusqu'à 100 ans, limite ordinaire de l'existence humaine.

Si l'on compare les sexes, on trouve que le sexe féminin a une moindre mortalité que l'autre, presque à tous les âges, sauf de 5 à 20 ans et de 25 à 40.

La différence de mortalité entre les deux sexes est à son maximum aux âges extrêmes de la vie; elle est moins sensible aux autres âges.

La mortalité générale pour les trois grandes périodes de la vie peut se résumer comme il suit : *enfants* (de 0 à 15 pour les filles et à 18 pour les garçons), 2.95 p. 100; — *adultes* (de 15 et 18 à 60 ans), 1.11; — *vieillards*, 6.82.

La mortalité des enfants naturels pour un même nombre de naissances est de beaucoup supérieure à celle des enfants légitimes, surtout dans la première semaine qui suit la naissance. Pour l'ensemble du pays, elle est à peu près du double. C'est dans les campagnes qu'elle est le plus élevée, dans les villes et surtout dans le département de la Seine qu'elle l'est le moins, mais évidemment par suite du prompt envoi en nourrice à la campagne des enfants naturels des villes. Cependant, on peut également admettre que les filles en couches reçoivent, dans les villes, des soins plus intelligents et plus dévoués que dans les campagnes.

La statistique française a dû renoncer à recueillir des renseignements sur les causes des décès, le corps médical, par des causes diverses, ayant refusé, dans le plus grand nombre des localités, son concours à une enquête de cette nature.

On ne possède donc de renseignements dignes de foi que sur les décès par accidents et par le suicide, ces décès étant, de la part de l'autorité judiciaire, l'objet de constatations dont les résultats sont publiés annuellement dans les comptes rendus de la justice criminelle.

Les accidents mortels relevés de 1861 à 1865 sont au nombre de 60,352, soit 12,070 par année moyenne, ou 32 pour 100,000 habitants. L'augmentation est assez forte sur les périodes précédentes; le rapport à la population ayant été, dans les quatre précédentes, de 22, 24, 25 et 28 pour 100,000 habitants.

Dans les morts accidentelles prises en masse, le sexe féminin ne figure que pour 22 p. 100; mais ce rapport s'élève à 93 pour les asphyxies résultant de brûlures.

L'immersion est de beaucoup la cause prédominante des accidents mortels, puisque le tiers de ces décès lui est dû.

Le rapport des suicides à la population ne cesse de s'accroître. De 5.41 pour 100,000 habitants, dans la période de 1827-1830, il s'est élevé progressivement à

12.36 de 1861 à 1865, et à 12.48 de 1863 à 1866, dont 5.32 seulement pour le sexe féminin et 19.66 pour l'autre sexe.

Ce sont les veufs, puis les célibataires adultes qui fournissent le plus de suicides. Il est remarquable qu'en ce qui concerne le sexe féminin, les mariées se suicident plus fréquemment que les non-mariées.

A population égale, les individus sans profession ou dont la profession est inconnue (vagabonds, filles publiques, gens sans aveu, etc.) comptent, et dans une forte proportion, le plus de suicides; viennent ensuite les professions libérales; à une assez grande distance, les professions commerciales et industrielles; à une distance plus grande encore, les professions agricoles.

Sur 12,000 suicides, l'hiver (décembre, janvier et février) en voit s'accomplir 2,522; — le printemps (mars, avril et mai), 3,465; — l'été (juin, juillet et août), 3,392; — l'automne (septembre, octobre et novembre), 2,621. Ces rapports mettent en évidence l'influence des températures sur cette nature de décès.

La strangulation par suspension et la submersion sont les moyens de suicide le plus fréquemment employés. Plus des deux tiers des suicidés y ont recours. Vient ensuite les armes à feu et l'asphyxie par le charbon. Ces quatre moyens réunis s'appliquent aux neuf dixièmes environ des suicides. Le dernier dixième s'accomplit avec des instruments tranchants, avec le poison, ou par la chute d'un lieu élevé.

L'influence des saisons sur les actes de l'état civil résulte clairement du relevé mensuel au moins des naissances (ou plutôt des conceptions) et des décès, certains usages religieux déterminant, dans les pays catholiques, l'époque du plus et du moins grand nombre des mariages.

Quand on classe le nombre des conceptions par mois, on trouve que le principal maximum tombe généralement au mois de mai, et le minimum correspondant en novembre. Un maximum secondaire se produit en décembre, avec un minimum correspondant en janvier; un troisième maximum en février, suivi d'un minimum en mars. Si l'on groupe les mois par saisons, on constate que c'est en été qu'il y a le plus de conceptions et en automne qu'il y en a le moins (en hiver, dans le département de la Seine).

Pour les décès, on constate deux maxima principaux: l'un en février, l'autre en août, avec un minimum correspondant en juin. Les températures extrêmes déterminent donc la plus forte mortalité.

En recherchant l'influence de la température selon l'âge, on voit que la saison la plus défavorable est, pour l'enfance, l'été; — pour l'âge adulte, le printemps; — pour la vieillesse, l'hiver. Ces saisons sont caractérisées par les maxima d'août, avril et janvier.

Calculée d'après la méthode qui consiste à rapporter les décès par âges à la population des mêmes âges, la durée moyenne de la vie pour un enfant à sa naissance est de 39 ans 10 mois (période 1861-1865). Quand il a atteint un an, c'est-à-dire quand il a échappé aux dangers de la première enfance, sa vie moyenne s'est accrue de 8 ans 9 mois. A 5 ans, elle atteint son maximum, les enfants de cet âge pouvant espérer 52 ans d'existence. A partir de 5 ans, la durée de la vie moyenne diminue sans relâche, mais dans des proportions diverses, jusqu'à la limite de la vie.

A la naissance, le sexe féminin a une vie moyenne supérieure de  $1 \frac{1}{2}$  an à

celle de l'autre sexe; l'égalité s'établit, ou à peu près, dans les âges de 1 à 25 ans. Le sexe féminin a l'avantage pendant le reste de la vie.

Ce serait, en apparence, un curieux sujet d'étude, que celui qui consisterait à rechercher l'influence du nombre des médecins sur la mortalité. Mais, en examinant la question de près, c'est-à-dire en tenant compte du grand nombre de données différentes qui entrent dans la composition du problème, on n'hésite pas à se convaincre que l'importance numérique du personnel médical n'entre que pour une faible part dans sa solution. Mais il n'est pas sans intérêt d'examiner si ce personnel s'accroît ou diminue.

En fait, malgré des oscillations, peu caractérisées d'ailleurs, le nombre des docteurs en médecine est en voie d'accroissement; on en comptait 11,045 en 1858 et 11,684 en 1865. Celui des officiers de santé diminue: 6,311 en 1858 et 5,736 en 1865. De 13,527 en 1858, le nombre des sages-femmes s'était élevé à 14,240 en 1865. On comptait 5,661 pharmaciens en 1858 et 5,988 en 1865.

Quelques renseignements, en terminant, sur le recrutement de l'armée dans ses rapports avec le mouvement de la population.

Le nombre des jeunes gens qui ont accompli leur 20<sup>e</sup> année, rapproché des naissances masculines correspondantes, n'indique qu'à partir de la période 1850-1854 un accroissement de la survivance à cet âge. Voici les résultats officiels pour 100 garçons nés vivants:

1820-1824.	1825-1829.	1830-1834.	1835-1839.	1840-1844.	1845-1849.	1850-1854.	1855-1859.	1861-1865.
58.22	60.82	61.82	61.62	60.84	60.44	60.84	61.59	63.16

En étudiant séparément les cinq années de la dernière période, on trouve un accroissement presque continu:

1861.	1862.	1863.	1864.	1865.
62.69	62.52	63.33	64.00	64.29

L'instruction élémentaire des classes n'a cessé de s'accroître; c'est ce qui résulte du tableau ci-après, faisant connaître la proportion, pour 100 examinés, des jeunes gens qui savaient ou ne savaient pas lire ou écrire:

	1827-1830.	1831-1835.	1836-1840.	1841-1845.	1846-1850.	1851-1855.	1856-1860.	1861-1865.
Sachant lire ou écrire. . . . .	44.79	51.08	55.57	59.07	63.46	65.49	68.24	73.05
Complètement illettrés. . . . .	55.21	48.92	44.43	40.93	36.54	34.51	31.76	26.95

La taille moyenne des contingents, après avoir diminué presque régulièrement de 1830 à 1860, s'est relevée de 1861 à 1865. D'un autre côté, la proportion des petites tailles a diminué, et à cette diminution correspond une augmentation assez sensible des tailles des autres catégories. Suivent les données officielles:

	1831-1835.	1836-1840.	1841-1845.	1846-1850.	1851-1855.	1856-1860.	1861-1865.
	Mèt.	Mèt.	Mèt.	Mèt.	Mèt.	Mèt.	Mèt.
Taille moyenne . . . . .	1,6563	1,6562	1,6552	1,6546	1,6548	1,6534	1,6558
Rapport p. 100 des							
Tailles ordinaires ( de							
1 <sup>m</sup> ,560 à 1 <sup>m</sup> ,705) . . . . .	82.42	82.48	82.89	83.33	83.51	83.38	83.00
Grandes tailles (de 1 <sup>m</sup> ,706							
et au-dessus) . . . . .	17.58	17.52	17.11	16.67	16.49	16.62	17.00

On s'est souvent demandé si le nombre des exemptions pour des causes physiques est ou non en voie d'accroissement. Voici dans quel sens les documents officiels répondent à cette question. Si l'on élimine l'année 1830, qui a vu le contin-

gent s'élever subitement de 60,000 à 80,000 hommes, et la taille réglementaire s'abaisser de 2 centimètres, ainsi que les années 1853, 1854, 1855 et 1858, où les besoins de la guerre ont pu rendre les conseils de révision moins sévères dans leur appréciation de l'aptitude physique, on constate que, pour un nombre égal de jeunes gens réellement examinés, cette aptitude n'a pas cessé de s'accroître. On remarque, toutefois, que la diminution des exemptions a porté plutôt sur l'insuffisance de taille que sur les infirmités proprement dites. A. LEGUYT.

---